secteur public, en demandant aux gagne-petit de se serrer la ceinture. Le gouvernement brandit le bill C-19 pour détourner l'attention du public, en tentant de lui faire croire qu'il pratique l'austérité.

● (2120)

Le gouvernement ne sait pas réellement ce que signifie le mot «austérité». Entre 1968 et 1976, les effectifs de la Fonction publique canadienne ont augmenté de 24 p. 100. Je me permets d'ajouter que notre Fonction publique est la plus nombreuse des pays occidentaux. Notons également qu'un sous-ministre du gouvernement canadien touche un traitement bien plus élevé que celui de Henry Kissinger aux États-Unis. Lorsqu'on prend ces choses en considération, il devient évident que le gouvernement ne sait pas ce que le mot «austérité» veut dire. Il n'en présente pas moins un bill destiné à comprimer quelques millions de dollars, alors qu'il a fait passer ses dépenses de 9 à 40 milliards de dollars en 10 ans. C'est une insulte à tous les Canadiens.

En 1968, l'impôt sur le revenu des particuliers représentait 53 p. 100 des recettes du gouvernement fédéral. Cela montre clairement à mon avis qui fait les frais des dépenses excessives du gouvernement.

Si nous examinons le bill C-19 pour voir où auront lieu ces compressions, nous sommes obligés de constater, quelle que soit notre manière de l'aborder, que ces compressions de dépenses sont masquées par un transfert de fonds d'un ministère ou d'une direction à l'autre, ou qu'on a fait des économies sur le dos du contribuable en bloquant ou en fixant les allocations familiales, ce qui touche surtout ceux qui sont le plus dans le besoin, les personnes à revenus fixes. C'est de la frime.

Le plus bel exemple dans la série d'échecs du gouvernement, c'est la folie que représente l'aéroport de Mirabel qu'on va un jour être obligé de fermer, tout simplement parce que sa construction n'était qu'une carotte politique pour lui gagner l'appui d'une partie du Canada. Et nous avons maintenant le projet farfelu de l'aéroport de Pickering, qui ne tient aucun compte des terres agricoles et des habitants de cette région. Nous ne pouvons que nous poser des questions sur les économies d'un gouvernement qui détient un si piètre record en matière de gestion financière. Je voudrais aussi signaler les cumulards de Statistique Canada, les contrats de dragage et l'affaire de la location de voitures, toutes choses qui donnent l'impression que le gouvernement se soucie plus de ses amis que de l'économie du pays.

Tout cela indique que le gouvernement n'entend pas modérer ses dépenses. En se fondant sur le bill C-19, on ne peut demander au peuple canadien de croire que le gouvernement pratique une certaine modération dans ses politiques économiques et fiscales. Le gouvernement ne pourra convaincre les Canadiens qu'il pratique une certaine modération que lorsqu'il pourra réduire l'impôt sur le revenu, lorsqu'il pourra établir qu'il a de nouveau gagné la confiance de la petite entreprise laquelle doit connaître les règles du jeu et la façon dont elles sont appliquées, et lorsqu'il en fera la preuve par un blocage de la croissance de la Fonction publique.

Compression des dépenses de l'État

Nous devons nous rendre compte que l'entreprise privée devrait recevoir la plus large part du produit national brut et que ce n'est pas le gouvernement fédéral qui doit en accaparer 42 p. 100. Compte tenu de la hausse de l'impôt sur le revenu, des traitements élevés versés aux fonctionnaires, des hausses sensationnelles des dépenses et du fardeau que le gouvernement impose au peuple canadien, il est évident que le gouvernement n'est pas capable de prouver qu'il pratique la modération.

Il est temps, je crois, de reconnaître que le bill C-19 est loin d'être un programme de modération. C'est plutôt de l'hypocrisie. Comme le souhaitait le député qui a parlé avant moi, il est à espérer qu'un grand nombre de députés commentent le bill jusqu'à ce qu'il soit évident que cette mesure n'est qu'un prétexte, qu'elle ne sert en rien à appliquer les très importantes recommandations que l'Auditeur général a faites dans son rapport pour l'année terminée le 31 mars 1976. Comme un député l'a signalé, la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les dépenses du gouvernement fédéral, n'est qu'un moyen de détourner l'attention du public des piètres réalisations du gouvernement sur le plan financier. Je pense que le fait de reporter de deux ans une prise de décision est la meilleure preuve que le gouvernement n'a nullement l'intention de restreindre ses dépenses.

Pour terminer, je dirais que si le gouvernement cherche vraiment à convaincre le peuple canadien de la sincérité de son programme de compression des dépenses, il devrait accepter tout de suite une des grandes recommandations de l'Auditeur général. Il devrait nommer un contrôleur général pour le Canada qui aurait le pouvoir d'enquêter sur les dépenses financières de chaque ministère et de faire rapport périodiquement. Il devrait même avoir le pouvoir de demander une enquête publique sur les dépenses de n'importe quel ministère. Si le gouvernement n'est pas prêt à accepter cette recommandation fondamentale de l'Auditeur général, je crois que tous les Canadiens doivent reconnaître qu'il n'est simplement pas apte à diriger le Canada et j'espère qu'ils auront très bientôt l'occasion de le dire.

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, certains pourront croire que c'est par pure coïncidence que nous discutons d'un bill sur la compression des dépenses gouvernementales au moment même où l'Auditeur général vient de critiquer vertement les dépenses et le gaspillage du gouvernement. Une autre coïncidence, c'est que le gouvernement avait déjà nommé une Commission royale d'enquête avant que l'Auditeur général ne présente son rapport.

Il est assez curieux que, juste comme l'Auditeur général présente un rapport critiquant très vertement le gouvernement, le président du Conseil du Trésor (M. Andras) a la bonne idée de suggérer qu'on forme une Commission royale d'enquête. Si j'ai bien compris, on a même déjà désigné les membres de la commission. Cette commission doit passer en revue ce qui a déjà été examiné en détail par les experts qui ont collaboré avec l'Auditeur général à la rédaction de son rapport. Il semblerait que le gouvernement ait été bien renseigné sur le contenu du rapport.